

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**AOO 20250021 Prestations de maintenance et de  
contrôle/qualification de stérilisateurs, de laveurs-  
désinfecteurs, de cabines de lavage et de soudeuses des  
membres des Hôpitaux Hainaut Cambrésis**

---

**Date de remise des offres :**

**Jeudi 03 avril 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 – Montants maximum par lot .....	4
1.6 - Nomenclature .....	5
1.7 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	6
2.1 - Délai de validité des offres .....	6
2.2 - Variantes.....	6
3 - Conditions relatives au contrat.....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
4 - Contenu du dossier de consultation .....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
6.1 - Transmission électronique.....	8
6.2 - Transmission sous support papier .....	8
7 - Examen des candidatures et des offres.....	8
7.1 - Sélection des candidatures .....	8
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	8
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	9
8 - Renseignements complémentaires .....	9
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	9
8.2 - Procédures de recours .....	9

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne les prestations de maintenance et de contrôle/qualification de stérilisateurs, de laveurs-désinfecteurs, de cabines de lavage et de soudeuses des membres des Hôpitaux Hainaut Cambrésis.

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, établissement support des Hôpitaux Hainaut Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur du présent groupement.

Les établissements membre des Hôpitaux Hainaut Cambrésis, adhèrent à ce marché sont :

- Centre Hospitalier de Valenciennes,
- Centre Hospitalier de Denain,
- Centre Hospitalier de Maubeuge,
- Centre Hospitalier de Fourmies.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

La présente consultation fera l'objet d'un accord-cadre « composite » conclu avec un seul opérateur économique, comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire, et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire » concerne les prestations suivantes :

- La base tarifaire forfaitaire de chaque lot concerne la maintenance préventive et curative (Pour les interventions de maintenance curative dont le montant estimatif cumulé des pièces détachées est valorisé à moins de 1.000 € HT). Les frais de déplacements / d'hébergement, les frais de main d'œuvre et les pièces détachées nécessaires dans le cadre de la maintenance préventive et curative des équipements seront inclus dans le montant forfaitaire annuel.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, qui fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Elle concerne les prestations suivantes :

- Pour les interventions de maintenance curative dont le montant estimatif cumulé des pièces détachées est supérieur à 1.000 € HT, elles sont exclues du forfait proposé et un bon de commande sera systématiquement émis par le Centre Hospitalier avec facturation spécifique.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 26 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Maintenance préventive et corrective de stérilisateurs à vapeur (CH de Valenciennes)
02	Maintenance préventive et corrective de stérilisateurs à vapeur (CH de Denain)
03	Maintenance préventive et corrective de stérilisateurs à vapeur (CH de Maubeuge)

04	Maintenance préventive et corrective de stérilisateurs basse température (CH de Valenciennes)
05	Maintenance préventive et corrective de cabines de lavage (CH de Valenciennes)
06	Maintenance préventive et corrective de cabines de lavage (CH de Maubeuge)
07	Maintenance préventive et corrective de d'un bac à ultrasons (CH de Maubeuge)
08	Maintenance préventive et corrective de laveurs de pré-désinfection (CH de Valenciennes)
09	Maintenance préventive et corrective de laveurs-désinfecteurs (CH de Denain)
10	Maintenance préventive et corrective de laveurs-désinfecteurs (CH de Maubeuge)
11	Maintenance préventive et corrective de soudeuses HAWO (CH de Valenciennes)
12	Maintenance préventive et corrective de soudeuses LEF (CH de Valenciennes)
13	Maintenance préventive et corrective de soudeuses HAWO (CH de Denain)
14	Maintenance préventive et corrective de soudeuses AMIS (CH de Denain)
15	Maintenance préventive et corrective de soudeuses HAWO (CH de Maubeuge)
16	Maintenance préventive et corrective de soudeuses LEF (CH de Maubeuge)
17	Maintenance préventive et corrective de soudeuses LEF (CH de Fourmies)
18	Qualifications d'équipements de stérilisation et de désinfection (CH de Valenciennes)
19	Qualifications de stérilisateurs basse température (CH de Valenciennes)
20	Qualifications d'équipements de stérilisation et de désinfection (CH de Denain)
21	Qualifications d'équipements de stérilisation et de désinfection (CH de Maubeuge)
22	Qualifications d'équipements de désinfection et de stockage en endoscopie (CH de Denain)
23	Contrôles réglementaires liés aux stérilisateurs à vapeur (CH de Valenciennes)
24	Contrôles réglementaires liés aux stérilisateurs à vapeur (CH de Denain)
25	Contrôles réglementaires liés aux stérilisateurs à vapeur (CH de Maubeuge)
26	Contrôles réglementaires liés aux stérilisateurs à vapeur (CH de Fourmies)

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

### 1.5 – Montants maximum par lot

Lot(s)	Montants maximum par période
01	150 000€ HT
02	75 000€ HT
03	75 000€ HT
04	25 000€ HT
05	20 000€ HT

06	20 000€ HT
07	10 000€ HT
08	20 000€ HT
09	75 000€ HT
10	75 000€ HT
11	20 000€ HT
12	10 000€ HT
13	10 000€ HT
14	10 000€ HT
15	10 000€ HT
16	10 000€ HT
17	10 000€ HT
18	75 000€ HT
19	20 000€ HT
20	75 000€ HT
21	75 000€ HT
22	20 000€ HT
23	50 000€ HT
24	20 000€ HT
25	20 000€ HT
26	20 000€ HT

## 1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50324100-3	Services de maintenance de systèmes

## 1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Variantes

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base.

Ils peuvent présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes.

Il est rappelé que, pour chaque lot, la réponse à l'offre de base est obligatoire.

Les soumissionnaires pourront proposer toute variante dûment documentée tant techniquement qu'économiquement :

- soit partielle dès lors qu'elle consiste à modifier ou compléter le descriptif des fonctionnalités minimales spécifiées par le présent CCTP en fonction des spécificités de l'offre technique du constructeur,
- soit globale dès lors qu'elle propose une configuration alternative complète à l'offre de base, en reprenant l'ensemble des caractéristiques de la proposition de base et de ses options.

### 2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles

Chaque lot prévoit ou non des prestations supplémentaires éventuelles facultatives.

Elles figurent, par lot, dans le CCTP.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCAP)
- Les formulaires DC1 et DC2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### **Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement	Oui
Le cahier des clauses particulières (CCP)	Non
La proposition financière détaillée ; - Le bordereau de prix unitaires (B.P.U) fourni par le soumissionnaire - Taux de remise sur les pièces détachées, frais de déplacement, frais de main d'œuvre - Devis détaillés pour chaque lot	Non
Une notice spécifiant l'organisation de leur Service Après-Vente sur le territoire français	Non

Pièces complémentaires à fournir en vue de l'attribution du marché (le cas échéant) :

- Attestation fiscale datant de moins de six mois ;
- Attestation sociale datant de moins de six mois ;
- Attestation d'assurance en cours de validité ;

- Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'utilisation de fichiers au format compressé (zip) est fortement déconseillée, afin d'éviter tout risque d'inexploitabilité susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

### 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

**Pour tous les lots :**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (Coût global sur les 4 années du marché (Forfait associé à l'offre de base)	<b>60.0 %</b>
2- Capacité technique à assurer les opérations techniques demandées	<b>30.0 %</b>



- Moyens humains	15%
- Moyens techniques	10%
- Moyens logistiques	5%
3-Délai d'intervention	<b>10.0 %</b>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Les critères sont notés sur 100.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix unitaires prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le détail quantitatif estimatif (DQE) est un document non contractuel, ne servant uniquement qu'à l'analyse des offres. Celui-ci ne fera donc pas partie des pièces du marché. Les quantités qui y sont renseignées – au stade de la mise en concurrence – sont prévisionnelles et données à titre purement indicatif.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy  
Préfecture de Meurthe et Moselle  
1, rue du préfet Claude Erignac  
54000 NANCY  
Téléphone : 03 83 34 25 65  
Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)